

Par là même s'écroule l'argument de ceux qui prétendaient que l'insuffisance de l'explication politique et de la compréhension du lien interne entre le patronat et le gouvernement gaulliste ne permettait pas de réaliser autre chose qu'un simple défilé de 14 Juillet. Bien au contraire, c'est le haut niveau de mobilisation et de compréhension politique manifesté par la classe ouvrière, qui risquait, en dévoilant la nécessité d'autres formes d'action, et en traçant une ligne de démarcation nette entre le prolétariat et ses ennemis, de rejeter aux poubelles de l'histoire la stratégie parlementariste de "l'union des forces de gauche". Les dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. étaient ainsi contraints de réprimer brutalement l'action des ouvriers (et souvent même de leurs propres militants), plutôt que de laisser ceux-ci affronter les forces de l'ordre mobilisées pour la circonstance, et de risquer les voir se forger dans la lutte leur propre direction.

Comme toujours en pareil cas, ce fut l'occasion d'une prise de conscience par certains ouvriers de la véritable nature d'organismes de conservation sociale qui est celle de leurs directions syndicales. C'est ce dont témoignent les cartes C.G.T. déchirées et le surnom de "défenseurs de la Préfecture" que les staliniens se sont attirés ce jour-là. Mais le réflexe de conservation de l'appareil du P.C.F. avait placé les militants révolutionnaires dans l'incapacité à exprimer les revendications des travailleurs et ceux-ci dans l'impossibilité de prendre eux-mêmes la tête de leur lutte. Désarroi, démobilisation, sentiment d'impuissance, voilà tout ce que les ouvriers pouvaient retirer d'une telle journée. D'autant que les dirigeants C.F.D.T., qui avaient pu un moment faire illusion par leur gauchisme verbal, se laissaient progressivement intégrer (qu'ils en aient conscience ou non) à l'appareil répressif de la direction de Rhodiaceta, et se refusaient à tout mouvement revendicatif. Et cela au moment même où les ouvriers de cette entreprise étaient victimes des attaques les plus dures qu'ils aient eues à subir:

- réduction de la prime d'intéressement de 19,5 % à 9,5% (dans le cadre de l'ordonnance sur l'intéressement !).
- réduction de la prime de complément familial de 135 Fr. à 100 Fr. (dans le cadre de l'ordonnance sur la Sécurité Sociale ?) .
- annonce de 2100 licenciements collectifs (sur un peu plus de 14000 emplois) d'ici Juillet 1969.
- licenciement de 92 ouvriers (la totalité des militants syndicalistes de Rhodia-Vaise, à l'exception des délégués du personnel) pour fait de grève.